

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Pincourt _____

Code géographique : 71070 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Boisvert, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Pincourt pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-06-11

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Champs texte en blanc pour s'assurer que l'espace prévu pour le champs texte est conservé même s'il n'y a pas de texte dan

Aux membres du conseil de la ville de Pincourt

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Pincourt (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Pincourt au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Pincourt inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S-13, S-14, S23-1, S23-2 et S-23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autres points

Les états financiers consolidés de la Ville de Pincourt pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers consolidés une opinion non modifiée le 29 mai 2018.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

ç[Original signé par]

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

DATE 2019-06-11

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Champs texte en blanc pour s'assurer que l'espace prévu pour le champs texte est conservé même s'il n'y a pas de texte dan

[Original signé par]

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations	
		2018	2017
Revenus			
Taxes	1	18 340 773	18 160 181
Compensations tenant lieu de taxes	2	332 519	310 903
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 091 663	835 188
Services rendus	5	1 170 287	1 187 474
Imposition de droits	6	1 000 958	1 095 199
Amendes et pénalités	7	125 307	99 567
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	433 416	313 903
Autres revenus	10	1 095 473	82 116
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	23 590 396	22 084 531
Charges			
Administration générale	14	2 519 663	2 331 454
Sécurité publique	15	3 459 732	3 519 344
Transport	16	5 362 508	5 125 401
Hygiène du milieu	17	5 534 868	5 072 670
Santé et bien-être	18	105 672	104 587
Aménagement, urbanisme et développement	19	685 672	629 025
Loisirs et culture	20	3 782 838	3 571 625
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	502 509	539 545
Effet net des opérations de restructuration	23		36 357
	24	21 953 462	20 930 008
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 636 934	1 154 523
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	57 046 350	55 891 827
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		
Solde redressé	28	57 046 350	55 891 827
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	58 683 284	57 046 350

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	14 330 210	11 986 514
Débiteurs (note 5)	2	4 365 153	4 977 716
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	90 849	83 941
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	18 786 212	17 048 171
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	7 297 349	3 581 635
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 100 317	2 866 146
Revenus reportés (note 12)	12	706 690	895 957
Dette à long terme (note 13)	13	20 310 976	21 816 660
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	30 415 332	29 160 398
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(11 629 120)	(12 112 227)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	69 198 425	66 368 486
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	823 473	2 464 210
Stocks de fournitures	19	118 809	126 269
Autres actifs non financiers (note 17)	20	171 697	199 612
	21	70 312 404	69 158 577
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	58 683 284	57 046 350

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations	
		2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 636 934	1 154 523
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(4 765 840)	(5 636 112)
Produit de cession	3	49 742	3 200
Amortissement	4	3 523 067	3 025 631
(Gain) perte sur cession	5	(142)	4 425
Réduction de valeur / Reclassement	6		36 357
	7	(1 193 173)	(2 566 499)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	3 971	(330 721)
Variation des stocks de fournitures	9	7 460	(8 679)
Variation des autres actifs non financiers	10	27 915	(41 584)
	11	39 346	(380 984)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	483 107	(1 792 960)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(12 112 227)	(10 319 267)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(12 112 227)	(10 319 267)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(11 629 120)	(12 112 227)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 636 934	1 154 523
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	3 523 067	3 025 631
Autres			
- Réduction valeur et gain cessi	3	8 253	61 785
- Transfert propriété destinée à	4	(1 637 051)	4 425
	5	3 531 203	4 246 364
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	612 563	93 224
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(765 829)	(73 686)
Revenus reportés	9	(189 267)	418 367
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	1 640 737	(330 721)
Stocks de fournitures	12	7 460	(8 679)
Autres actifs non financiers	13	27 915	(41 584)
	14	4 864 782	4 303 285
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 765 840)	(5 636 112)
Produit de cession	16	49 742	3 200
	17	(4 716 098)	(5 632 912)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(37 836)	(37 836)
Remboursement ou cession	19	22 818	12 704
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(15 018)	(25 132)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 376 989	7 923 740
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 877 588)	(3 716 378)
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 715 714	(4 296 736)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(5 085)	(17 247)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 210 030	(106 621)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	2 343 696	(1 461 380)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	11 986 514	13 447 894
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	11 986 514	13 447 894
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	14 330 210	11 986 514

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Pincourt est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c.C-19.) Elle est dirigée par conseil composé de six conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté à la page S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2, S-23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant : la Régie de l'eau de l'île-Perrot.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie de l'eau de l'île-Perrot pour l'exercice est de 52,60 % pour la consommation et 53,23 % pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 53,28 % et 53,23 % en 2017.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Pincourt excluant les organismes qu'elle contrôle.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	linéaire	10,15,20 et 40 ans
Bâtiments	linéaire	15,30 et 40 ans
Améliorations locatives	linéaire	10 ans
Véhicules	linéaire	10 et 20 ans
Ameublement, équipement de bureau	linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	linéaire	5,10 et 20 ans

Véhicules-Régie de l'eau de l'Ile-Perrot dégressif 30%

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

S.O.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fonds et entretien de certaines voies publiques, sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement ;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateurs;

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville, et la régie, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2018, la Ville de Pincourt a adopté prospectivement les cinq nouvelles normes suivantes : SP 2200, information relatives aux apparentés; SP 3210 Actifs; SP 3320 Actifs éventuels; SP 3380 Droits contractuels et Sp 3420 opérations inter entités.

Le chapitre SP 3420 établit les normes de comptabilisation et d'information applicable aux opérations conclues entre des entités du secteur publics qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire.

Le chapitre SP 2200 définit un apparenté et établit des normes relatives aux informations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

à fournir sur les opérations entre apparentés. Des informations à fournir sont requises sur les opérations entre apparentés et les relations sous-jacentes lorsque ces opérations ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées et ont, ou pourrait avoir, une incidence financière importante sur les états financiers.

Le chapitre SP 3210 fournit des indications sur l'application de la définition des actifs énoncé dans la norme SP 1000, fondements conceptuels des états financiers, et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. Des informations doivent être fournies sur les grandes catégories d'actifs non constatées. Lorsqu'un actif n'est pas constaté parce que le montant en cause ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, il faut mentionner les motifs sous-jacents.

Le chapitre SP 3320 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels. Des informations doivent être fournies sur les actifs éventuels s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

Le chapitre SP 3380 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. Des informations doivent être fournies sur les droits contractuels et comprendre une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier.

L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière de la ville. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations présentées dans les notes complémentaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 14 330 210	11 986 514
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 14 330 210	11 986 514
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 2 624 460	2 447 835
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 505 457	630 908
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 2 397 882	2 472 488
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 198 598	321 777
Organismes municipaux	15 901 324	1 002 566
Autres		
- Mutations et divers	16 361 892	395 640
- Autres	17	154 337
	18 4 365 153	4 977 716
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 1 791 622	1 942 805
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 1 791 622	1 942 805
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 84 905	67 488
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	90 849	83 941
Autres placements	31		
	32	90 849	83 941
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Fonds de franchise - UMQ

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	266 839	264 484
Autres régimes (REER et autres)	41		1 779
Régimes de retraite des élus municipaux	42	32 151	34 933
	43	298 990	301 196

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

Au 31 décembre 2018, la ville dispose de marges de crédit autorisées de 22 578 120 \$. Un montant de 7 297 349 \$ est utilisé au 31 décembre 2018. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.

Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

Régie de l'eau de l'Ile-Perrot

La régie a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée à 12 587 900 \$. Cette dernière porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, cette marge n'était pas utilisée (2017: 0 \$). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

De plus, la régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit n'était pas utilisée (2017: 0 \$).

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	636 036	1 111 409
Salaires et avantages sociaux	48	576 520	524 878
Dépôts et retenues de garantie	49	458 553	724 226
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Québec	53	102 945	101 512
- Organismes municipaux	54	235 053	245 095
- Intérêts courus à payer	55	86 361	119 478
- Gouvernement du Canada	56	4 849	4 461
- Autres courus et passifs	57		35 087
	58	2 100 317	2 866 146

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	35 351	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	102 099	89 044
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	498 195	742 757
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transfert	68	43 186	4 958
- Service perçu d'avance	69	27 859	27 859
- Revenus perçu d'avance	70		31 339
-	71		
	72	706 690	895 957

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	2,55	2019	2039	73	20 349 969	21 761 473
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		1 714
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,25	6,50	2019	2020	79	27 051	114 432
Autres					80		
					81	20 377 020	21 877 619
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(66 044)	(60 959)
					83	20 310 976	21 816 660

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2019	84	92	1 415 958	100	22 220	109	117	1 438 178
2020	85	93	1 391 933	101	4 831	110	118	1 396 764
2021	86	94	1 427 074	102		111	119	1 427 074
2022	87	95	1 464 810	103		112	120	1 464 810
2023	88	96	1 555 088	104		113	121	1 555 088
2024 et +	89	97	13 095 106	105		114	122	13 095 106
	90	98	20 349 969	106	27 051	115	123	20 377 020
Intérêts et frais accessoires				107			124	
	91	99	20 349 969	108	27 051	116	125	20 377 020

Note

		2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(11 629 120)	(12 112 227)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	(11 629 120)	(12 112 227)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	14 671 053	158	420 687	185	429 112	212	14 662 628
Eaux usées	131	46 204 130	159	23 282	186		213	46 227 412
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	30 608 264	160	1 670 938	187	1	214	32 279 201
Autres	133	7 811 713	161	366 534	188	1	215	8 178 246
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 454 767	163	147 942	190	1	217	4 602 708
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	3 547 034	165	488 999	192	73 096	219	3 962 937
Ameublement et équipement de bureau	138	1 339 447	166	60 604	193		220	1 400 051
Machinerie, outillage et équipement divers	139	4 720 661	167	556 513	194	77 178	221	5 199 996
Terrains	140	1 846 012	168	30 532	195	(1)	222	1 876 545
Autres	141	149 063	169		196		223	149 063
	142	<u>115 352 144</u>	170	<u>3 766 031</u>	197	<u>579 388</u>	224	<u>118 538 787</u>
Immobilisations en cours	143	<u>4 686 954</u>	171	<u>999 809</u>	198	<u>(2 050 539)</u>	225	<u>7 737 302</u>
	144	<u>120 039 098</u>	172	<u>4 765 840</u>	199	<u>(1 471 151)</u>	226	<u>126 276 089</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	7 041 443	173	381 632	200	15 342	227	7 407 733
Eaux usées	146	23 493 363	174	1 033 634	201	(1)	228	24 526 998
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	13 701 665	175	941 028	202		229	14 642 693
Autres	148	2 589 334	176	284 396	203	1	230	2 873 729
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	2 094 833	178	110 096	205		232	2 204 929
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	1 147 703	180	306 604	207	31 214	234	1 423 093
Ameublement et équipement de bureau	153	1 091 097	181	72 808	208		235	1 163 905
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 362 111	182	392 869	209	69 459	236	2 685 521
Autres	155	149 063	183		210		237	149 063
	156	<u>53 670 612</u>	184	<u>3 523 067</u>	211	<u>116 015</u>	238	<u>57 077 664</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>66 368 486</u>					239	<u>69 198 425</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	823 473	2 464 210
	253	823 473	2 464 210
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	823 473	2 464 210
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	171 697	199 612
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	171 697	199 612
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

Les principaux engagements contractuels de la ville se détaillent comme suit (net des taxes applicables) :

	Montant total	2019	2020	2021	2022 et +
Évaluation municipale	115 400 \$	115 400 \$	- \$	- \$	- \$
Gestion des boues de la station d'épuration	240 682 \$	118 447 \$	122 235 \$	- \$	- \$
Déchets domestiques	3 279 607 \$	595 316 \$	644 275 \$	666 644 \$	1 373 372 \$
Déneigement	556 079 \$	182 607 \$	185 346 \$	188 126 \$	- \$
Matières organiques	889 908 \$	219 900 \$	218 584 \$	225 324 \$	226 100 \$

19. Droits contractuels

S/O

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Une réclamation pour dommages matériels au montant de 13 018 \$ plus les intérêts et l'indemnité additionnelle a été déposée contre la ville. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il n'était pas possible de prévoir l'issue de ce débat juridique. Advenant un accord favorable de cette réclamation, la charge en résultant serait imputée à l'exercice alors en cours.

d) Autres

ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	18 160 181	18 369 800	18 340 773				18 340 773
Compensations tenant lieu de taxes	2	310 903	331 600	332 519				332 519
Quotes-parts	3					1 230 687		
Transferts	4	399 466	191 600	295 572		1 996		297 568
Services rendus	5	1 017 659	1 173 800	1 170 287				1 170 287
Imposition de droits	6	1 095 199	693 300	1 000 958				1 000 958
Amendes et pénalités	7	99 567	82 000	125 307				125 307
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	305 642	241 600	420 288			13 128	433 416
Autres revenus	10	54 493	560 900	825 987				825 987
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	21 443 110	21 644 600	22 511 691			1 245 811	22 526 815
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15	165 352		794 095				794 095
Imposition de droits	16							
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	17							
Autres	18	16 264		269 486				269 486
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19							
	20	181 616		1 063 581				1 063 581
	21	21 624 726	21 644 600	23 575 272			1 245 811	23 590 396
Charges								
Administration générale	22	2 253 248	2 632 700	2 435 260	84 403			2 519 663
Sécurité publique	23	3 299 300	3 420 500	3 241 755	217 977			3 459 732
Transport	24	3 690 062	4 192 060	4 101 591	1 260 917			5 362 508
Hygiène du milieu	25	3 990 269	4 818 530	4 342 712	1 198 114	1 224 729		5 534 868
Santé et bien-être	26	104 587	104 500	105 672				105 672
Aménagement, urbanisme et développement	27	625 126	753 500	681 900	3 772			685 672
Loisirs et culture	28	3 226 721	3 785 910	3 422 229	360 609			3 782 838
Réseau d'électricité	29							
Frais de financement	30	428 602	520 700	394 667		107 842		502 509
Effet net des opérations de restructuration	31							
Amortissement des immobilisations	32	2 624 957	3 125 792	3 125 792	(3 125 792)			
	33	20 242 872	23 354 192	21 851 578			1 332 571	21 953 462
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 381 854	(1 709 592)	1 723 694			(86 760)	1 636 934

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Réalisations 2017</u>	<u>Budget 2018</u>	<u>Réalisations 2018</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 381 854	(1 709 592)	1 723 694	(86 760)	1 636 934
Moins: revenus d'investissement	2	(181 616)	()	(1 063 581)	()	(1 063 581)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 200 238	(1 709 592)	660 113	(86 760)	573 353
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	2 624 957	3 125 792	3 125 792	397 275	3 523 067
Produit de cession	5	3 200		49 742		49 742
(Gain) perte sur cession	6	4 425		(142)		(142)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	2 632 582	3 125 792	3 175 392	397 275	3 572 667
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	8 279		3 966		3 966
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	8 279		3 966		3 966
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	12 704				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	25 428		30 929		30 929
	15	38 132		30 929		30 929
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 316 409)	(1 250 300)	(1 018 247)	(294 422)	(1 312 669)
	18	(3 316 409)	(1 250 300)	(1 018 247)	(294 422)	(1 312 669)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(236 298)	(61 900)	(211 597)	()	(211 597)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 893 784	219 500	277 036	16 928	293 964
Excédent de fonctionnement affecté	21	919 367		402 071	5 800	407 871
Réserves financières et fonds réservés	22	(262 320)	(323 500)	(323 119)	(22 296)	(345 415)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(2 507)		(448)		(448)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	2 312 026	(165 900)	143 943	432	144 375
	26	1 674 610	1 709 592	2 335 983	103 285	2 439 268
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 874 848		2 996 096	16 525	3 012 621

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	181 616	1 063 581			1 063 581
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(28 221)	(243 159)	()	()	(243 159)
Sécurité publique	3	(174 959)	(375 556)	()	()	(375 556)
Transport	4	(4 943 539)	(1 751 366)	()	()	(1 751 366)
Hygiène du milieu	5	(88 237)	(1 165 080)	(431 448)	()	(1 596 528)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(27 931)	()	()	(27 931)
Loisirs et culture	8	(316 629)	(771 300)	()	()	(771 300)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(5 551 585)	(4 334 392)	(431 448)	()	(4 765 840)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(339 000)	(37 836)	()	()	(37 836)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Émission ou acquisition	12	(37 836)	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	6 434 944				
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	236 298	211 597			211 597
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	205 408	149 191			149 191
Excédent de fonctionnement affecté	16	700 413	286 594			286 594
Réserves financières et fonds réservés	17	655 476	748 739	17 678		766 417
	18	1 797 595	1 396 121	17 678		1 413 799
	19	2 304 118	(2 976 107)	(413 770)		(3 389 877)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 485 734	(1 912 526)	(413 770)		(2 326 296)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2017</u>	<u>2018</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	11 251 752	13 748 797	581 413
Débiteurs (note 5)	2	4 936 011	4 250 781	114 372
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4	83 941	90 849	90 849
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6			
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	16 271 704	18 090 427	695 785
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 568 795	6 824 252	473 097
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 611 977	1 912 512	187 805
Revenus reportés (note 12)	12	895 957	706 690	706 690
Dettes à long terme (note 13)	13	17 851 241	16 698 709	3 612 267
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			
	15	24 927 970	26 142 163	4 273 169
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(8 656 266)	(8 051 736)	(3 577 384)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	17	58 490 800	61 286 570	7 911 855
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	2 464 210	823 473	823 473
Stocks de fournitures	19	94 292	86 335	32 474
Autres actifs non financiers (note 17)	20	199 612	171 697	171 697
	21	61 248 914	62 368 075	7 944 329
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 257 846	4 528 355	450 702
Excédent de fonctionnement affecté	23	7 212 894	7 423 588	7 423 588
Réserves financières et fonds réservés	24	1 532 054	1 506 433	87 323
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(975)	(527)	(527)
Financement des investissements en cours	26	(4 445 504)	(6 394 777)	(445 162)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	45 036 333	47 253 267	4 274 082
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28			
	29	52 592 648	54 316 339	4 366 945

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	6 308 000	6 378 787	6 670 777	6 347 860
Charges sociales	2	1 436 100	1 329 882	1 400 169	1 322 131
Biens et services	3	8 671 900	7 280 382	7 745 559	7 726 160
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	489 300	366 814	472 660	502 800
D'autres organismes municipaux	5		14 262	14 262	
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			1 996	2 562
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	31 400	13 591	13 591	34 183
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	3 291 700	3 342 068	2 111 381	1 357 883
Transferts	10				
Autres	11				174 981
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13				381 841
Amortissement des immobilisations	14	3 125 792	3 125 792	3 523 067	3 025 631
Autres					
- Autres	15				17 619
- Restructuration	16				36 357
-	17				
	18	23 354 192	21 851 578	21 953 462	20 930 008

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14
	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice 17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 979 057	3 708 945
Excédent de fonctionnement affecté	2	7 423 588	7 218 694
Réserves financières et fonds réservés	3	1 593 756	1 614 759
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(527)	(975)
Financement des investissements en cours	5	(6 839 939)	(4 476 896)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	51 527 349	48 981 823
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	58 683 284	57 046 350
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 528 355	3 257 846
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	450 702	451 099
	11	4 979 057	3 708 945
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Engagement et autres dépenses	12	2 816 214	3 006 810
- Réserve pour éventualités	13	916 670	738 034
- Réserve pour budget subséquent	14	233 100	22 600
- Dépôt MDDELCC	15	216 877	7 787
- Réserve annuité dette long ter	16	3 240 727	3 437 663
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	7 423 588	7 212 894
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
- Projet spéciaux	23		5 800
-	24		
	25		5 800
	26	7 423 588	7 218 694
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 093 508	1 102 137
Organismes contrôlés et partenariats	38	87 323	82 705
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	412 925	429 917
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 593 756	1 614 759
	48	1 593 756	1 614 759

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
<hr/>		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () (
Assainissement des sites contaminés	55 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	56 () (
Autres	57 () (
-	58 () (
-	59 () (
<hr/>		
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	60 () (
Intérêts sur la dette à long terme	61 (527) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 () (
Utilisation du fonds de roulement	63 () (
Mesure relative aux frais reportés	64 () (
Autres	65 () (
-	66 () (
-	67 () (
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	68 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	69 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	70 () (
Autres	71 () (
-	72 () (
-	73 () (
<hr/>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	74 () (
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	75 () (
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	76 () (
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	77 () (
Autres	78 () (
-	79 () (
<hr/>		
80		
<hr/>		
81 (
		527) (
		975)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (6 839 939) (4 476 896)
	84 (6 839 939)	(4 476 896)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 69 198 425	66 368 486
Propriétés destinées à la revente	86 823 473	2 464 210
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 90 849	83 941
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 70 112 747	68 916 637
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 70 112 747	68 916 637
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (20 310 976) (21 816 660)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (66 044) (60 959)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 1 791 622	1 942 805
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (18 585 398) (19 934 814)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (18 585 398) (19 934 814)
	101 51 527 349	48 981 823

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 3

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite à cotisations déterminées des employés de la Ville de Pincourt a été converti en deux régimes de retraite simplifiés. Dans ces deux régimes, l'employeur et l'employé versent des cotisations qui sont déterminées selon un pourcentage du salaire, soit 6% du salaire de base. Le régime de retraite simplifié destiné aux employés de la ville (cadres) est entré en vigueur le 30 septembre 2005, alors que le régime de retraite simplifié destiné aux employés syndiqués est entré en vigueur le 1er janvier 2006.

Le régime de retraite des employés de la Régie de l'eau de l'Île-Perrot est également un régime à cotisations déterminées. L'employé et la régie contribuent au régime à un taux équivalent à 7% du salaire brut régulier.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	264 484
	266 839	264 484
	112	264 484

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	1 779
	_____	_____

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	7
	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	<u>7 773</u>	<u>8 446</u>
	116	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	26 193	28 460
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	5 958	6 473
	<u>32 151</u>	<u>34 933</u>
	118	
	119	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2018	2018	2018	2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	13 936 400	13 928 701	13 577 338
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	13 936 400	13 928 701	13 577 338
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 163 800	1 158 915	1 175 046
Égout	11	1 532 500	1 527 566	1 550 470
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 042 000	1 039 413	1 037 044
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	68 300	72 249	67 949
Service de la dette	18	626 800	613 929	687 269
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			65 065
Activités d'investissement	21			
	22	4 433 400	4 412 072	4 582 843
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	4 433 400	4 412 072	4 582 843
	27	18 369 800	18 340 773	18 160 181

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	1 100	1 093	1 057
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	1 100	1 093	1 057
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	19 500	19 595	18 973
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	311 000	311 831	290 873
	36	330 500	331 426	309 846
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	331 600	332 519	310 903
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	331 600	332 519	310 903

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53		7 132	837
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55		12 472	8 242
Sécurité civile	56	8 000	32 910	155 000
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			268 863
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		1 996	2 562
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70		36 268	12 066
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	128 800	144 213	147 707
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	16 700	24 677	34 714
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	38 100	37 900	40 900
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	191 600	295 572	670 891

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			(1 055)
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109	794 095	794 095	165 352
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	794 095	794 095	164 297

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u> <u>2018</u>	<u>Réalisations</u> <u>2018</u>	<u>Réalisations</u> <u>2018</u>	<u>Réalisations</u> <u>2017</u>
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140			
TOTAL DES TRANSFERTS	141	191 600	1 089 667	1 091 663
				835 188

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	58 500	62 876	60 384
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	58 500	62 876	60 384
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			10 444
Enlèvement de la neige	152			2 555
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			12 999
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			7 392
Traitement des eaux usées	159	529 900	432 245	368 208
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			25 000
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			1 753
	169	529 900	432 245	402 353
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178		3 228	2 864
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181		3 228	2 864
Réseau d'électricité	182			
	183	588 400	498 349	478 600

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autres	186	6 000	5 424	8 685
	187	6 000	5 424	8 685
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189		1 687	714
Sécurité civile	190	2 500		
Autres	191			
	192	2 500	1 687	714
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193	30 000	52 410	25 810
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				115 954
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			46 469
Autres	200			
	201	30 000	52 410	188 233
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205	11 900		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211		57 078	500
	212	11 900	57 078	500
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	528 500	550 949	506 219
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	6 500	4 390	4 523
Autres	224			
	225	535 000	555 339	510 742
Réseau d'électricité	226			
	227	585 400	671 938	708 874
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 173 800	1 170 287	1 187 474

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	28 300	70 599	67 390
Droits de mutation immobilière	230	665 000	930 359	1 027 809
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	693 300	1 000 958	1 095 199
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	82 000	125 307	99 567
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	241 600	420 288	313 903
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		142	(4 425)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238	550 000	575 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	10 900	520 331	86 541
	246	560 900	1 095 473	82 116
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	355 400	329 239		329 239	329 239	331 564
Greffe et application de la loi	2	299 600	293 637		293 637	293 637	432 112
Gestion financière et administrative	3	1 164 600	1 137 247	84 403	1 221 650	1 221 650	1 067 636
Évaluation	4	56 300	39 530		39 530	39 530	60 520
Gestion du personnel	5	361 300	201 708		201 708	201 708	198 913
Autres							
- Administratif	6	395 500	433 899		433 899	433 899	240 709
-	7						
	8	2 632 700	2 435 260	84 403	2 519 663	2 519 663	2 331 454
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 999 100	1 787 078		1 787 078	1 787 078	1 754 185
Sécurité incendie	10	1 395 800	1 355 539	217 977	1 573 516	1 573 516	1 630 095
Sécurité civile	11	25 600	99 138		99 138	99 138	135 064
Autres	12						
	13	3 420 500	3 241 755	217 977	3 459 732	3 459 732	3 519 344
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 893 550	1 886 894	1 229 538	3 116 432	3 116 432	2 772 782
Enlèvement de la neige	15	753 955	754 902	31 379	786 281	786 281	724 023
Éclairage des rues	16	299 355	243 903		243 903	243 903	223 943
Circulation et stationnement	17	296 100	228 321		228 321	228 321	202 407
Transport collectif							
Transport en commun	18	949 100	987 571		987 571	987 571	1 202 246
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	4 192 060	4 101 591	1 260 917	5 362 508	5 362 508	5 125 401

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 187 700	1 230 687		1 230 687	1 224 729	1 265 174
Réseau de distribution de l'eau potable	24	361 700	245 957	3 327	249 284	249 284	213 747
Traitement des eaux usées	25	1 398 500	1 233 126	553 814	1 786 940	1 786 940	1 600 429
Réseaux d'égout	26	556 830	407 718	577 122	984 840	984 840	926 648
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	246 100	239 779		239 779	239 779	235 760
Élimination	28	447 100	358 306		358 306	358 306	379 386
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	173 992	247 442		247 442	247 442	245 844
Tri et conditionnement	30	136 708	61 861		61 861	61 861	61 461
Matières organiques							
Collecte et transport	31	124 110	192 413		192 413	192 413	27 864
Traitement	32	26 890	7 918		7 918	7 918	4 011
Matériaux secs	33		106 137		106 137	106 137	
Autres	34						5 171
Plan de gestion	35	111 900					22 413
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	5 100	4 170		4 170	4 170	4 472
Autres	39	41 900	7 198	63 851	71 049	71 049	80 290
	40	4 818 530	4 342 712	1 198 114	5 540 826	5 534 868	5 072 670
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	104 500	105 672		105 672	105 672	104 587
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	104 500	105 672		105 672	105 672	104 587
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	612 000	506 166	3 772	509 938	509 938	455 537
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	126 500	126 459		126 459	126 459	122 262
Tourisme	49		17 880		17 880	17 880	16 080
Autres	50	15 000	870		870	870	726
Autres	51		30 525		30 525	30 525	34 420
	52	753 500	681 900	3 772	685 672	685 672	629 025

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	560 794	513 764	66 038	579 802	579 802	566 904
Patinoires intérieures et extérieures	54	504 595	381 896	2 609	384 505	384 505	385 972
Piscines, plages et ports de plaisance	55	167 840	160 296	37 023	197 319	197 319	180 488
Parcs et terrains de jeux	56	1 588 615	1 434 868	249 137	1 684 005	1 684 005	1 552 704
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	451 300	433 132		433 132	433 132	392 803
	60	3 273 144	2 923 956	354 807	3 278 763	3 278 763	3 078 871
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	53 866	47 576		47 576	47 576	47 188
Bibliothèques	62	458 900	450 697	5 802	456 499	456 499	445 566
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	512 766	498 273	5 802	504 075	504 075	492 754
	67	3 785 910	3 422 229	360 609	3 782 838	3 782 838	3 571 625
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	489 300	366 814		366 814	474 656	475 429
Autres frais	70		14 262		14 262	14 262	29 933
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	31 400	13 591		13 591	13 591	34 183
	73	520 700	394 667		394 667	502 509	539 545
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						36 357
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	3 125 792	3 125 792	(3 125 792)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Pincourt

Code géographique : 71070

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		431 448	
Usines de traitement de l'eau potable	2			42 242
Usines et bassins d'épuration	3			83 389
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 067 480	3 067 480	4 088 430
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			147 658
Autres infrastructures	11			141 858
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			116 805
Édifices communautaires et récréatifs	14	147 942	147 942	101 878
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	488 999	488 999	571 073
Ameublement et équipement de bureau	18	60 604	60 604	26 074
Machinerie, outillage et équipement divers	19	538 835	538 835	316 705
Terrains	20	30 532	30 532	
Autres	21			
	22	4 334 392	4 765 840	5 636 112

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		431 448	
Usines de traitement de l'eau potable	24			42 242
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27	1 971 999	1 971 999	4 376 956
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			83 389
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32	1 095 481	1 095 481	990
Autres immobilisations	33	1 266 912	1 266 912	1 132 535
	34	4 334 392	4 765 840	5 636 112

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 276 663	964 064		3 240 727
Réserves financières et fonds réservés	3		412 925		412 925
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 242 581		1 261 697	980 884
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	15 415 570		1 464 708	13 950 862
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	19 934 814	1 376 989	2 726 405	18 585 398
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 942 805		151 183	1 791 622
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 942 805		151 183	1 791 622
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 942 805		151 183	1 791 622
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 942 805		151 183	1 791 622
	19	21 877 619	1 376 989	2 877 588	20 377 020
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	21 877 619	1 376 989	2 877 588	20 377 020

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	16 731 351
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	6 394 777
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	3 653 652
--	---	-----------

Débiteurs	9	1 791 622
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	17 680 854
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	3 645 669
--	----	-----------

Endettement net à long terme	17	21 326 523
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	439 550
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	57 463
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	1 207 075
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	23 030 611
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	23 030 611
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	500	501	501
Évaluation	2			
Autres	3	120 200	120 289	132 903
Sécurité publique				
Police	4	5 700	5 694	6 099
Sécurité incendie	5	35 500	35 514	30 783
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	949 100	987 571	321 425
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 187 700	1 230 687	
Matières résiduelles	12	422 600	388 949	329 718
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	5 100	4 170	4 472
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	104 500	105 672	104 587
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	185 100	155 823	139 896
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	126 500	145 209	139 068
Autres	21	15 000	26 559	26 141
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	23 800	23 778	107 285
Activités culturelles	23	110 400	111 652	15 005
Réseau d'électricité				
	24			
	25	3 291 700	3 342 068	2 111 381
				1 357 883

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 334 392	5 551 585
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 334 392	5 551 585

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	19,00	37,50	33 930,00	1 631 383	392 387	2 023 770
Professionnels	2	25,00	35,00	45 536,00	1 068 504	254 492	1 322 996
Cols blancs	3						
Cols bleus	4	57,00	40,00	118 934,00	2 926 112	576 135	3 502 247
Policiers	5						
Pompiers	6	50,00	12,90	36 877,00	547 913	60 539	608 452
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	151,00		235 277,00	6 173 912	1 283 553	7 457 465
Élus	9	7,00			204 875	46 329	251 204
	10	158,00			6 378 787	1 329 882	7 708 669

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Gouvernement du Québec</u>		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14		794 095			794 095
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	295 572				295 572
	17	295 572	794 095			1 089 667

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	48 593	52 771
	4	48 593	52 771
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	11 375	12 353
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	11 375	12 353
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	96 388	104 676
Enlèvement de la neige	11	4 701	5 105
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	101 089	109 781
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	139 802	151 823
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	139 802	151 823
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	93 808	101 874
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	93 808	101 874
Réseau d'électricité			
	40		
	41	394 667	428 602

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Yvan Cardinal	84 780	22 951
Denise Bergeron	15 301	7 650
Diane Boyer	16 301	8 150
Sam Ierfino	15 300	7 650
Alexandre Wolford	15 300	7 650
Claudine Morel	15 300	7 650
René Lecavalier	15 300	7 650

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>2 750 000 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>13 055 \$</u>
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	_____
Facteur comparatif de 2018	22	_____
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local (ERL)* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 24 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 25 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 26 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 27 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 28 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 29 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Pincourt _____

Code géographique : 71070 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Champs texte en blanc pour s'assurer que l'espace prévu pour le champs texte est conservé même s'il n'y a pas de texte dan

Au trésorier de la ville de Pincourt,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la ville de Pincourt (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de [l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19)]. En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière. Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

([Original signé par])

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

DATE 2019-06-11

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	18 340 773
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 993 367
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	72 249
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>16 275 157</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 611 393 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 614 723 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 613 058 300</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 0 0 9 0 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Pincourt

Code géographique : 71070

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	14 056 900
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	14 056 900

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 231 400
Égout	11	1 449 300
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 032 200
Autres		
- Organique	14	367 300
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	70 700
Service de la dette	18	629 800
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 780 700

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 780 700
	27	18 837 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 100
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	1 100
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	21 400
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	341 900
	9	363 300

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	364 400

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	364 400

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 _____	X 2 _____ /100\$	3 _____				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 <u>1 577 287 437</u>	X 5 <u>0,6722</u> /100\$	6 <u>10 602 500</u>				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 <u>29 329 283</u>	X 8 <u>0,7745</u> /100\$	9 <u>227 200</u>				
Immeubles non résidentiels	10 <u>116 606 048</u>	X 11 <u>2,6213</u> /100\$	12 <u>3 056 600</u>				
Immeubles industriels	13 _____	X 14 _____ /100\$	15 _____				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 _____	X 17 _____ /100\$	18 _____				
Autres	19 <u>12 686 200</u>	X 20 <u>1,3444</u> /100\$	21 <u>170 600</u>				
Immeubles agricoles	22 _____	X 23 _____ /100\$	24 _____				
Total			25 <u>14 056 900</u>	26 (_____)	27 (_____)	28 _____	29 <u>14 056 900</u>
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 _____	X 31 _____ /100\$	32 _____				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 _____	X 34 _____ /100\$	35 _____				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 _____	X 37 _____ /100\$	38 _____				
Immeubles non résidentiels	39 _____	X 40 _____ /100\$	41 _____				
Immeubles industriels	42 _____	X 43 _____ /100\$	44 _____				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 _____	X 46 _____ /100\$	47 _____				
Autres	48 _____	X 49 _____ /100\$	50 _____				
Immeubles agricoles	51 _____	X 52 _____ /100\$	53 _____				
Total			54 _____	55 (_____)	56 (_____)	57 _____	58 _____

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 _____	X 2 _____ /100\$	3 _____				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 _____	X 5 _____ /100\$	6 _____				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 _____	X 8 _____ /100\$	9 _____				
Immeubles non résidentiels	10 _____	X 11 _____ /100\$	12 _____				
Immeubles industriels	13 _____	X 14 _____ /100\$	15 _____				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 _____	X 17 _____ /100\$	18 _____				
Autres	19 _____	X 20 _____ /100\$	21 _____				
Immeubles agricoles	22 _____	X 23 _____ /100\$	24 _____				
Total			25 _____	26 (_____)	27 (_____)	28 _____	29 _____
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 _____	X 31 _____ /100\$	32 _____				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 _____	X 34 _____ /100\$	35 _____				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 _____	X 37 _____ /100\$	38 _____				
Immeubles non résidentiels	39 _____	X 40 _____ /100\$	41 _____				
Immeubles industriels	42 _____	X 43 _____ /100\$	44 _____				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 _____	X 46 _____ /100\$	47 _____				
Autres	48 _____	X 49 _____ /100\$	50 _____				
Immeubles agricoles	51 _____	X 52 _____ /100\$	53 _____				
Total			54 _____	55 (_____)	56 (_____)	57 _____	58 _____
	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59 _____	X 60 _____ %	61 _____	62 (_____)	63 (_____)	64 _____	65 _____

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 9 0 , 0 0 \$
Égout	2	2 4 3 , 0 0 \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 8 9 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette/usine eau potable	0,0977	2	
Service de la dette/usine eaux usées	0,0004	2	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	18 837 600
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 272 773
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	70 700
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	16 494 127

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	1 735 908 968
--	-----------	----------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	0 , 9 5 0 2 /100 \$
--	-----------	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	3 056 600			170 600	227 200	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	231 128			30 391	4 898	
Autres	5	230 064				526 230	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	3 517 792			200 991	758 328	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	10 602 500			14 056 900
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	363 383			629 800
Autres	13	3 323 906			4 080 200
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	14 289 789			18 766 900

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>23 822 391 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>5 099 000 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>463 800 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>1 356 600 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-18</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nathalie Boisvert , atteste que le rapport financier consolidé de Pincourt pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-06-11.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Pincourt.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pincourt consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Pincourt détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-24 11:21:26

Date de transmission au Ministère : 2019/06/12